

Roussel, Éric, *Georges Pompidou*. Paris, J.C. Lattès, 1984, 563 p.

Serge Bernier

Volume 16, numéro 3, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701915ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701915ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernier, S. (1985). Compte rendu de [Roussel, Éric, *Georges Pompidou*. Paris, J.C. Lattès, 1984, 563 p.] *Études internationales*, 16(3), 701–702.
<https://doi.org/10.7202/701915ar>

parmi d'autres facteurs dans le conflit Est-Ouest et toute solution du problème européen doit se situer au sein de ce cadre plus vaste. Il est ainsi impératif qu'une stratégie à long terme soit proposée. Une stratégie tenant compte de la globalité du conflit Est-Ouest, répondant aux besoins des Européens et permettant le relancement des négociations sur le contrôle des armements.

Pour le Britannique Lawrence D. Freedman, professeur à l'Université de Londres, la décision de 1979 représente un changement de politique au sein de l'OTAN causé en partie par le fiasco de la bombe à neutron. Il fallait faire preuve de solidarité et de capacité à prendre des décisions difficiles. Ceci dit, ce qui est important pour Freedman, c'est d'examiner de plus près la logique de cette décision: elle découle des impératifs de la situation géopolitique, à savoir la survie de l'Europe aux côtés d'une superpuissance nucléaire. Faute de pouvoir se doter de sa propre force nucléaire, l'Europe doit alors s'appuyer sur son allié d'outre-mer avec la confiance que sa défense lui est d'intérêt primordial. Qui plus est, la présence des missiles américains a des répercussions sur la doctrine militaire soviétique. L'auteur considère ainsi la décision de 1979 comme justifiable et justifiée et propose d'ailleurs plusieurs recommandations pour modifier la structure des forces nucléaires de l'OTAN afin qu'elle reflète ses besoins stratégiques et non ceux de l'Union soviétique.

L'ancien directeur de l'*Arms Control and Disarmament Agency* et ancien négociateur américain aux pourparlers SALT, Paul C. Warnke, ne partage ni les arguments des deux auteurs précédents ni la politique actuelle de l'OTAN. Il signale d'abord que toutes les cibles du Pacte de Varsovie peuvent être atteintes par les missiles américains, qu'ils soient submergés ou intercontinentaux ainsi que par les bombardiers stratégiques. Il met aussi en doute la validité de l'hypothèse qui veut que les États-Unis déclencheraient une attaque nucléaire si l'Union soviétique attaquait l'Europe occidentale avec des forces conventionnelles. Il favorise plutôt le renforcement des forces conventionnelles de l'OTAN pour décourager les Soviétiques, et propose la

reprise de négociations plus globales. Rejetant ainsi une valeur de dissuasion intrinsèque au maintien d'armes nucléaires en Europe, Warnke souligne qu'il serait souhaitable en dernière analyse, qu'il y ait moins d'armes nucléaires soviétiques plutôt qu'un accroissement d'armes nucléaires occidentales.

Pour le député social-démocrate ouest-allemand Karsten D. Voigt, non seulement est-il nécessaire de réduire la dimension nucléaire dans la stratégie de l'OTAN, mais encore faut-il avant tout remplacer la dissuasion nucléaire par un *partnership* de sécurité Est-Ouest. Son plaidoyer est davantage politique que stratégique, mais représente néanmoins une dimension importante au débat.

Cet ouvrage est riche d'arguments et de perspectives divers. En outre, les auteurs examinent le rôle des armes nucléaires de théâtre, la proposition de non-utilisation première et la place dans les calculs stratégiques des forces nucléaires françaises et britanniques. Le grand mérite de cet ouvrage est de proposer une multiplicité de points de vue et chaque essai mérite non seulement d'être lu attentivement, mais d'être relu plusieurs fois.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Département de science politique
York University, Collège Glendon, Toronto*

ROUSSEL, Eric, *Georges Pompidou*. Paris, J.C. Lattès, 1984, 563 p.

Roussel désire combler une lacune en produisant un ouvrage d'ensemble sur Pompidou; il a rempli son mandat de façon honorable dans les circonstances. Georges Pompidou est présenté tout au long des diverses étapes de sa vie: son lieu de naissance; le milieu dans lequel il grandit et s'instruit; ses différents postes de professeur, de fonctionnaire et de financier; ses rôles dans l'entourage du général de Gaulle, avant de devenir son premier ministre, en 1962; son accession au poste suprême en France; et, enfin, sa mort douloureuse, en 1973, alors qu'il n'ignorait sans doute pas, depuis un an, que ses jours étaient comptés.

Ce raccourci ayant été pris, il est bon de revenir au tout début du livre là où Roussel admet que son travail ne sera pas « définitif » puisque beaucoup d'archives – dont il reconnaît toutefois les limites – restent inaccessibles (pp. 11-12). L'auteur a donc basé son écrit sur: une lecture approfondie de témoignages des contemporains de Georges Pompidou (Roussel est licencié es lettres); de très nombreuses entrevues de ceux qui ont évolué autour du président (Roussel est également journaliste au *Monde*); une connaissance intime de l'époque qu'il décrit (il détient un doctorat d'État en droit avec une thèse intitulée: *Un épisode de notre Histoire constitutionnelle et politique: le mandat de Georges Pompidou, 1969-1974*).

Grâce aux nombreux témoignages judicieusement récoltés par Eric Roussel, l'on est en mesure de se faire une assez bonne idée de la façon qu'avait Pompidou de conduire les affaires. Ainsi, selon plusieurs, il tergiversait, « ... il était surtout attentiste. Il laissait toujours les problèmes mûrir pensant que le temps contribue souvent à résoudre les difficultés. » (p. 91). Cet aspect de la personnalité de Pompidou transparaît durant la crise qu'a connu la France, en mai 1968. Dans un premier temps, il précipite son retour d'Afghanistan qu'il visite alors. À Paris, il prend quelques décisions rapides, dont celle de réouvrir la Sorbonne. Les choses ne s'arrangent pas pour autant. Lorsque de Gaulle revient de Roumanie, lui aussi en avance sur son horaire, Pompidou, qui laisse déjà mûrir la situation, réussit, avec succès, durant un certain temps, à freiner le Président qui voulait « trancher dans le vif ». (Comment? L'auteur oublie de nous le dire.)

Pompidou sait d'ailleurs se faire écouter lorsqu'il en sent la nécessité. Ainsi, toujours en 1968, il convainc de Gaulle qu'il vaut mieux déclencher des élections dont les résultats assainiront la situation, plutôt qu'un référendum. Plus tard, Pompidou, devenu président, démontrera qu'il sait manoeuvrer (voir les pages 417 et suivantes sur sa prise de contrôle de l'U.D.R. et sa façon d'agir pour maintenir Chaban-Delmas dans le gaullisme).

Le grand intérêt que j'ai trouvé à lire le livre de Roussel n'a pu me cacher certaines failles. Premièrement, ceux qui suivent de

près l'actualité française depuis des années n'y apprendront rien de foncièrement nouveau. Deuxièmement, quelques affirmations sont contestables. Roussel affirme que Pompidou a eu plus d'emprise sur le Conseil des ministres que de Gaulle: à mon avis, cela n'est pas démontré 'hors de toute doute raisonnable', comme le dit la formule consacrée. Il est de plus difficile d'admettre des jugements subjectifs comme le suivant: en tant que Premier ministre, Pompidou donne aux Français « ... le sentiment qu'en dessous du géant qui les gouverne il y a désormais, en seconde ligne, un mortel à qui ils peuvent s'identifier... » (pp. 127-128). C'est, pour dire le moins, placer de Gaulle à un niveau où des millions de Français ne l'ont jamais vu.

Troisièmement, et c'est là un défaut de beaucoup de travaux français prétendant couvrir les affaires françaises – ici, à travers la biographie d'un président – la politique étrangère est laissée en plan. Roussel écrit que Pompidou contrôlait les affaires étrangères; c'est une chose. Il affirme aussi que le président Pompidou craignait que l'Allemagne se réunifie sous un vague parapluie soviétique et qu'elle se dote de l'arme nucléaire: c'est une crainte évidente que beaucoup de Français – et non seulement eux – partagent depuis des années. Enfin, sur l'importante question de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, il rapporte, de seconde main, que Pompidou aurait dit « que l'Europe avec l'Angleterre sera difficile mais que sans elle elle est impossible ». (p. 449): Roussel se contente ainsi de bien peu en espérant que le lecteur en fera autant.

Ce Pompidou de Roussel est important à bien des égards. Il se lit bien, quelques-uns des sujets abordés ont fait l'objet de profondes recherches et plusieurs des témoignages attirent inmanquablement notre attention. Nous devons toutefois admettre, comme l'auteur d'ailleurs, que beaucoup reste à faire avant que la personnalité privée et politique du président Georges Pompidou ait été entièrement cernée.

Serge BERNIER

Ministère de la Défense nationale
Ottawa